



Déclaration liminaire, CDEN de rentrée 2026

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,
Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale,
Mme la vice-présidente du conseil départemental
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN de l'Aveyron,

Nous avons vécu un été record qui a mis en lumière l'urgence politique d'agir pour réduire une trajectoire carbone mortifère. Au niveau de l'école, c'est bien l'adaptation et la rénovation du bâti scolaire qui doivent être priorisées. Face à des canicules récurrentes, notre Ministère a donné une réponse plus que dérisoire : positionner les examens le matin !

L'UNSA Education rappelle que l'employeur est responsable des conditions de travail des personnels. L'état doit se rapprocher des collectivités propriétaires des bâtiments pour impulser et/ou soutenir les projets. Le retard pris dans certaines écoles et établissements est indigne et pèse sur la santé des personnels.

En cette rentrée 2026, l'académie de Toulouse vit une situation complètement inédite : les personnels n'ont accès à aucun outil informatique en ligne. Chaos total donc.

Pourtant, partout la rentrée a bien eu lieu et les élèves ont été accueillis par les personnels qui ont su et bien voulu pallier à l'absence des moyens informatiques de l'Education Nationale. Agent.es administratifs, chef.fes d'établissements, CPE, Directrices et directeurs, enseignant.es, agents des collectivités toutes et tous ont ramé et activé le mode débrouille.

Est-ce normal et peut-on s'en satisfaire ?

L'UNSA Education attend une reconnaissance de la part de notre institution, pour l'investissement de tous les personnels, à tous les échelons.

Le choc de ce fiasco numérique qui perdure, va avoir des conséquences qu'il conviendra de prendre en compte. Nous pourrons en reparler lors de la F3S spéciale la semaine prochaine.

Pour l'UNSA Education il est inadmissible, d'abord que les données des personnels ne soient pas protégées et ensuite que les outils ne soient pas améliorés de manière conséquente. Cela fait trop de temps que toutes les catégories de personnels déplorent l'utilisation problématique au quotidien d'outils largement obsolètes. Déjà au printemps beaucoup de problèmes étaient constatés sur les applications en ligne (Ondes et Livret scolaire numérique)

Le travail sur la carte scolaire fait les frais de ce fiasco. Nous siégeons aujourd'hui sans documents préalables sur les remontées d'effectifs.

A l'heure actuelle, l'échange de documents avec les services est complètement bloqué, on sent un climat d'insécurité qui paralyse toutes les démarches. Compliqué alors pour tous les membres de siéger ce jour.

En CSA nous avons évoqué la situation de certaines écoles sur lesquelles certains besoins sont apparus. Il faut rappeler que les mesures de carte dataient d'avril, sur des prévisions demandées en nov 2025 aux directrices et directeurs.

Pour l'UNSA Education, la baisse démographique est l'occasion d'améliorer le taux d'encadrement, donner des moyens pour une école véritablement inclusive. Faire classe, aujourd'hui, à 20 élèves est déjà un défi. Laisser un.e enseignant.e devant des classes à plus de 24 est un contre-sens.

Un travail collectif entre tous les partenaires est urgent pour faire face à cette réalité et maintenir un maillage territorial cohérent, garantissant un service public de qualité.

Cette année scolaire verra la tenue des élections présidentielles. Beaucoup de candidats commencent à faire des promesses notamment sur la revalorisation. Au moins le constat est là ! Cependant nous nous devons de rappeler que de nombreux personnels ne touchent pas les 3090 euros par mois annoncés par la DEPP, moyenne loin de refléter la réalité du terrain ! Par ailleurs, même si la revalorisation des professeurs est nécessaire, l'ensemble des personnels doit être concerné.

L'Ecole est bien un projet politique pour la nation, et si elle ne peut pas tout, comme vous le dites Mme la Dase, elle se doit d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice des personnels.

Hélas, les 2 quinquennats écoulés ont malmené notre école publique, et écrasé le dialogue social. Selon le baromètre UNSA Education qui existe depuis plus de 10 ans maintenant, seulement 0,3 % des personnels ont confiance en l'avenir du système, soit le résultat le plus bas mesuré. C'est vertigineux et plus qu'inquiétant. Nous sommes bien loin de « L'école de la confiance » de M. Blanquer.

L'UNSA Education, veut des actions et non pas des mots ou des promesses. C'est pourquoi l'UNSA Education continuera d'accompagner et de représenter les personnels, et de défendre une école de la République qui nécessite des moyens pour former les citoyennes et citoyens de demain.